

## BCE : Mario Draghi, quel bilan, quelles perspectives ?



La Banque Centrale Européenne, basée à Francfort-sur-le-Main en Allemagne, a pour missions d'émettre l'euro en tant que monnaie commune et de définir les grandes orientations de politique monétaire de la zone euro. La zone euro comprend les 19 pays de l'Union européenne qui ont introduit l'euro par étapes depuis 1999.

Ces derniers temps cette institution est bousculée par de nombreuses politiques. En effet Mario Draghi président de la BCE de 2011 à 2019 a quitté ses fonctions le 31 octobre. À son départ s'accompagne celui de Benoît Coeuré (responsable des opérations de marché) et celui imprévu de Sabine Lautenschläger (juriste et membre du conseil d'administration de la BCE). C'est une grande partie de l'équipe qui quitte la BCE, c'est sans aucun doute que celle-ci a radicalement changé durant leurs mandats.

Lors de son arrivée à la BCE Mario Draghi a annoncé qu'il déploierait toutes les mesures nécessaires pour sauver l'euro « whatever it takes », il laissait entendre que les moyens d'action dont bénéficiaient la BCE étaient illimités. Des mesures ont suivi ces annonces, Mario Draghi tenait parole. Néanmoins lors de son mandat, sa politique monétaire fut très contestée.

Laetitia Baldeschi, Juliette Cohen, Bastien Drut, analystes financiers, ainsi que Jean-Michel Naulot, expert financier, reviennent sur les années Draghi. Quel bilan a-t-il laissé ? Quelles sont les perspectives vers lesquelles la BCE se tourne aujourd'hui ?

Michel Naulot, ancien membre du Collège de l'Autorité des marchés financiers s'est exprimé dans une tribune au *Monde* datant du 25 octobre 2019 en dressant un bilan très critique

du mandat de Draghi. Tandis que les trois analystes financiers s'exprimant eux aussi à travers une tribune au *Monde* publiée le 25 octobre 2019 dressent un bilan plus indulgent des années Draghi.

Lors de son mandat, le sauvetage de l'euro fut le véritable fil conducteur de sa politique. En suivant sa politique, il déclencha une opération de « quantitative easing forever », opération visant aux achats d'actifs dont la fin n'est pas programmée. C'est alors qu'il proposa de racheter les dettes de pays souverains pour des « montants illimités ». Il proposa d'acheter des titres souverains de pays en difficultés sous réserve d'un plan de redressement négocié avec les institutions européennes. Mais Draghi n'avait pensé aux limites de cette opération c'est pourquoi Jean-Michel Naulot dans son article énonce qu'elle « atteint aujourd'hui ses limites ». Le solde de la BCE fut lourdement impacté, son déficit représente maintenant 40% du Produit Intérieur Brut de la zone euro. Avec cette politique Draghi a participé à la création monétaire génératrice de bulles financières. « L'argent est gratuit et la dette s'envole » ajoute Naulot.

La BCE est sujette à une crise monétaire, qui paraît minime comparée à la BOJ (Bank Of Japan) qui gère une énorme dette publique (238% du PIB) ou bien la BNS (Banque Nationale Suisse) qui doit gérer la réévaluation du franc suisse. Néanmoins la situation à laquelle fait face la BCE est une tâche plus complexe si l'on prend en considération le fait qu'elle gère la politique monétaire de dix-neuf Etats souverains.

Tout au long de son mandat Draghi a réussi son objectif premier, préserver l'euro, mais en arrivant aux limites de ce qu'il était possible de faire en matière de création monétaire.

La nouvelle présidente de la BCE devra faire face aux grands défis du XXIème siècle tels que la lutte contre le changement climatique ou celle contre les inégalités. C'est une tâche qui s'annonce quelque peu complexe à laquelle la nouvelle équipe qui se forme autour de Christine Lagarde et elle-même vont devoir faire face.

**Emma GOUDIER (1<sup>ère</sup> 6), le 13 novembre 2019**